

Échanges de tirs

La production de données sur la violence armée dans des opérations de police à Rio de Janeiro



Daniel HIRATA¹

Professeur de Sociologie à l'Université Fédérale de Fluminense, chercheur au NECVU et au NuCEC (Université Fédérale de Rio de Janeiro) et coordinateur du GENI (Université Fédérale de Fluminense)

Maria Isabel COUTO

Docteure en Sociologie à l'IESP/UERJ, gestionnaire des données du datalab Fogo Cruzado

Carolina GRILLO

Professeure assistante et chercheuse post-doctorale à l'Université Fédérale de Fluminense, Brésil

Cecilia OLLIVEIRA

Journaliste, spécialiste de la sécurité publique et des politiques des drogues. Conceptrice du datalab Fogo Cruzado et rédactrice-collaboratrice de The Intercept Brasil

TITLE

Quantify the exchange of fire – Data production on armed violence in police operations in Rio de Janeiro

RÉSUMÉ

Cet article présente un projet de recherche collaborative entre chercheurs et militants de la ville de Rio de Janeiro, au Brésil. Ce projet a permis de constituer une base de données sur les « opérations ponctuelles », caractérisées comme étant des incursions des forces de l'ordre (civiles et militaires) dans les *favelas* et les quartiers populaires. Bien que les opérations ponctuelles soient l'une des principales raisons des échanges de tirs et des morts violentes à Rio de Janeiro, il n'existe pas de données disponibles sur ces actions qui pourraient alimenter le débat public sur la sécurité publique à Rio de Janeiro. Le projet de collaboration vise donc à élargir la réflexion collective sur le problème de la sécurité publique au Brésil par la construction de données permettant de qualifier l'orientation de l'usage de la force par l'État.

Mots-clés : stactivisme, violence d'état, Brésil, police, débat public.

ABSTRACT

This article presents a collaborative research project between researchers and activists in the city of Rio de Janeiro, Brazil. The project consisted in building a database of the so-called "police operations", characterized as incursions of law enforcement agencies (civilian and military) in the *favelas* and poor neighborhoods. Although police operations are one of the main causes of shootouts and violent deaths in Rio de Janeiro, there is no data available on these actions that could inform the public debate on public security in Rio de Janeiro. The collaborative project intends, therefore, to broaden the collective reflection on the public security problem in Brazil through the construction of data that can qualify the direction of the use of force by the State.

Keywords: data activism, state violence, Brazil, police, public debate.

1. Introduction

Au cours de l'année 2017, selon les chiffres officiels du gouvernement brésilien, il y a eu 63 880 homicides au Brésil, dont 6 749 dans le seul État de Rio de Janeiro ; parmi ceux-ci, 1 127 ont été commis par les forces de police, nombre le plus élevé de tout le pays². Au cours des dernières

1. velosohirata@gmail.com

2. Le *Fórum Brasileiro de Segurança Pública* mène chaque année un travail de compilation et d'harmonisation des données officielles. Voir : <http://www.forumseguranca.org.br/publicacoes/anuario-brasileiro-de-seguranca-publica-2018/> (accès le 09.11.2018).

décennies, les échanges de tirs ont été incorporés au quotidien des habitants de Rio de Janeiro et tout particulièrement à la routine des favelas et des périphéries urbaines. Ces lieux vivent sous le « feu croisé » des actions violentes menées d'une part par les forces de police et, d'autre part, par des groupes armés de trafiquants et miliciens qui contrôlent ces quartiers. Une telle situation est liée à des processus socio-historiques d'accumulation à l'œuvre dans les réseaux du commerce de détail des drogues, caractéristiques des favelas cariocas (Misse, 2006), ainsi qu'à un modèle de lutte contre la criminalité centrée sur des opérations de police spectaculaires, en particulier lors d'actions et d'opérations qui prennent la forme d'incursions militaro-policières dans des favelas et autres quartiers populaires.

Les dynamiques perverses et les effets des rapports de confrontation et de négociation entre policiers, trafiquants et miliciens dans ces opérations ponctuelles ont été analysés par divers chercheurs au moyen d'approches ethnographiques. Les taux alarmants de létalité qui découlent des interventions policières confirment d'une certaine manière ces recherches. Néanmoins, restent toujours absentes des statistiques officielles des données sur l'incidence des échanges de tirs et coups de feu, en particulier ceux liés aux actions et opérations policières – officielles ou non – en situation de confrontation armée.

Cette situation a commencé à changer au tournant des années 2015-2016. C'était la veille des Jeux Olympiques, qui clôturaient une série de transformations en cours dans la capitale de l'État de Rio de Janeiro. Parmi ces transformations figurait la promesse d'une diminution des affrontements armés entre groupes de trafiquants et policiers grâce à la politique des Unités de Police Pacificatrice (UPP). Mais des signes annonciateurs d'une détérioration significative de cette politique de pacification étaient déjà présents également. Affrontements armés et « balles perdues » sont, depuis, redevenus fréquents dans la vie des Cariocas. Cependant, les statistiques qui auraient permis de mesurer quantitativement un phénomène bien identifié au plan qualitatif n'étaient pas disponibles. Sur le site de l'Institut de Sécurité Publique de Rio de Janeiro (ISP-RJ), les dernières données concernant les victimes de balles perdues dataient alors de 2012. La production d'indicateurs de criminalité dans des zones couvertes par des UPP prenait progressivement fin, jusqu'à l'arrêt définitif à la mi-2016.



Illustration 1 – Occupation militaire pour l'installation d'une Unités de Police Pacificatrice (UPP) à Manginhos, Rio de Janeiro (Cecilia Oliveira, 14/10/2012)

C'est à ce moment-là qu'une journaliste, Cecília Olliveira, qui recherchait des informations sur l'incidence de la violence armée dans la Région métropolitaine de Rio, a commencé par ses propres moyens à cartographier les mentions d'échanges de tirs faites sur les réseaux sociaux, dans la presse ou sur les chaînes de communication interne de la police, et à les diffuser sur ses propres réseaux. En l'espace de six mois, ce qui avait débuté comme une aventure et une réflexion individuelles est devenu une plateforme collaborative. Au bout de deux ans, celle-ci s'est structurée en un centre de données sur la violence armée, « Feu Croisé » (Fogo Cruzado).

Fogo Cruzado est ainsi apparu dans le but de combler un vide d'informations sur l'incidence de la violence armée dans la Région métropolitaine de Rio de Janeiro. Même si l'État de Rio rend publics des indicateurs de criminalité de façon systématique et avec une certaine rapidité (tous les quinze jours après la clôture de chaque mois), il existe tout un ensemble d'informations qui, n'ayant pas forcément de correspondance directe avec des données criminelles, ne sont pour cette raison pas enregistrées. Ces événements touchent néanmoins fortement le quotidien des gens, bloquent leur capacité de circulation, gênent le fonctionnement des écoles et du commerce, entraînant des perturbations psychiques chez les individus et même menaçant leur survie. *Fogo Cruzado* est ainsi né pour quantifier des échanges de tirs et des coups de feu dans une région métropolitaine où ce phénomène semblait s'être banalisé, que ce soit en raison des hold-up, des affrontements entre trafiquants et membres de milices, de l'action de groupes d'extermination³ ou de l'action des forces de police elles-mêmes.

En se penchant sur les cas de coups de feu et non pas sur les statistiques criminelles officielles, *Fogo Cruzado* apporte l'une de ses plus importantes innovations. Au-delà des indicateurs traditionnels portant sur la criminalité, employés pour mesurer les résultats d'une politique de sécurité publique, la plateforme permet d'intégrer à l'analyse les effets diffus et quotidiens de cette même politique de sécurité sur la population, ce qui auparavant n'était tout simplement pas possible. Inspirés par la perspective du « statactivisme » (Bruno *et al.*, 2014), nous entendons rendre compte dans cet article d'une expérience toujours en cours (et dont nous examinerons également les possibilités futures), issue d'un partenariat entre chercheurs et militants : la mise en place d'un projet commun de quantification de la violence armée exercée par des agents de l'État à Rio de Janeiro.

2. Les incursions ponctuelles dans les *favelas* comme stratégie d'action policière

Dès les années 1980, Rio de Janeiro a commencé à être perçue comme une ville violente. On y décelait une quantité significative de menaces contre la sécurité personnelle et la propriété matérielle. C'est la double représentation de la « violence urbaine » et d'une ville fracturée entre « la favela et l'asphalte » qui a servi de clé interprétative pour constituer le problème public de l'insécurité (Ventura, 1994 ; Machado da Silva, 1999 ; Ferreira Paes, 2011), un problème qui semblait justifier l'emploi d'une violence policière arbitraire à l'encontre notamment de la population pauvre.

C'est aussi au milieu des années 1980 qu'a débuté la commercialisation de la cocaïne dans les anciens points de vente de cannabis, présents de longue date dans les favelas de Rio de Janeiro. Au fur et à mesure qu'augmentaient les profits des réseaux de vente de drogues grâce à la rentabilité du commerce de détail des favelas, les conflits liés au contrôle des points de vente se multipliaient également, ainsi que la répression exercée par les forces de police. Les bandes locales s'adonnant au trafic se sont alors organisées pour assurer la défense armée de ces points de vente et pour protéger aussi bien leurs zones d'influence contre l'offensive des

3. Il s'agit de groupes illégaux, criminels, et fortement organisés en interne, mais qui jouissent d'un certain appui de certains membres de l'état, appui qui est illégal lui-aussi.

concurrents que leurs marchandises, leur argent, leurs armes, leur vie et/ou leur liberté contre les actions et interventions de la police dans les favelas.

Si la population a été choquée par l'usage fait par des trafiquants cariocas de fusils AR-15 et AK-47, après quelques décennies d'une course aux armements menée entre différents « commandos » criminels et certaines forces de police, des fusils 7,62 et 5,56, auparavant réservés aux forces armées, sont devenus des armes employées au quotidien même par la police urbaine. L'escalade militaire a dessiné des deux côtés les contours d'un affrontement qui s'appuie sur un armement de plus en plus létal, impliquant un très grand nombre de participants et des échanges nourris de tirs. Il se produit ainsi un espace urbain découpé par des discontinuités géopolitiques entre la favela et la rue, mais aussi entre des zones contrôlées par différents « commandos » et factions rivales.



Illustration 2 – *Occupation militaire de Rocinha pour l'installation d'une UPP, Rio de Janeiro ; armes saisies sur place (Cecília Olliveira, 09/05/2012)*

Une partie considérable des échanges de tirs qui surviennent dans diverses zones de la ville est due avant tout à une stratégie d'action policière caractérisée par des incursions armées réalisées par des policiers et/ou des militaires dans des *favelas* et des quartiers populaires dans le but d'arrêter et/ou de tuer des suspects, de saisir des armes, des drogues, de l'argent et/ou de récupérer des voitures et autres biens volés. On peut considérer par conséquent que ces actions et opérations constituent le principal instrument d'action publique (Lascoumes et Le Galès, 2004) à l'œuvre dans l'État de Rio de Janeiro dans le domaine de la sécurité, et qu'il se situe au cœur d'un modèle constitué par des opérations ponctuelles (Grillo, 2013).

De telles actions et opérations ont déjà été décrites comme faisant partie des calculs relatifs au versement de pots-de-vin – *arrego* en langue vernaculaire – en échange de protection et d'informations privilégiées, payées par des trafiquants à des policiers afin de poursuivre leurs affaires illicites. *L'arrego* a été conceptuellement défini comme une « marchandise politique » (Misse, 2006 ; Hirata, 2018). De fait, l'action de la police dans des favelas et zones périphériques ne vise pas à assurer la sécurité de la population, mais à réguler les activités du trafic. Les opérations effectuées de façon intermittente servent fondamentalement à entraîner des pertes dans l'activité des trafiquants et à mesurer leur capacité de résistance, tout en renégociant la valeur de l'extorsion connue sous ce terme d'*arrego*.



*Illustration 3 – Occupation militaire de Rocinha pour l'installation d'une UPP, Rio de Janeiro
(Cecília Olliveira, 09/05/2012)*

3. La quantification des « feux croisés »

La caractérisation ethnographique du modèle des interventions répressives dans les favelas n'a cependant pas été accompagnée de la production d'éléments quantifiés ou quantifiables. Autrement dit, il n'existe pas de données statistiques susceptibles de nourrir le débat public sur ce mode d'usage de la force étatique. Cette absence étonne d'autant plus lorsqu'on tient compte du fait que, ces trente dernières années, les données quantitatives sur la sécurité publique ont connu au Brésil un accroissement exponentiel, devenant un aspect incontournable du débat public en la matière. Au cours de cette période, des organismes situés à différents niveaux politico-administratifs étatiques ont commencé à produire et à rendre publics des chiffres en matière de sécurité publique ; à l'université, des licences, des cours de spécialisation et des séminaires de formation doctorale ont été créés, avec un réseau de production régulière d'indicateurs et de données ; de grandes organisations non gouvernementales (ONG) et des « boîtes à idées » (think tanks) se sont consacrées à la production de rapports et d'informations régulières en ce domaine ; des mouvements sociaux et des militants en faveur des droits humains ont élargi leur action, devenant des protagonistes de premier plan sur la scène

publique, en appuyant souvent leurs revendications sur une démarche de quantification.

Le manque de réflexion préalable concernant les opérations répressives menées dans les *favelas* s'explique tant par la nature des sources privilégiées pour servir de référence aux chiffres produits que par la perspective hégémonique adoptée dans la construction de la réflexion sur les données chiffrées. Les sources de données qui alimentent cet ensemble d'acteurs et d'organisations autour des thématiques de la sécurité publique sont en majorité d'origine étatique, et plus particulièrement d'origine policière. Ce sont les polices civiles de chaque État de la fédération qui produisent les données, car il leur incombe de dresser les RO – des documents administratifs d'enregistrement des événements qui s'inscrivent dans des typifications pénales – pour orienter les enquêtes ultérieures.

En ce qui concerne notre recherche, il serait impossible de demander des informations sur les opérations policières car elles ne sont pas enregistrées en tant que telles dans les mains courantes – ne le sont éventuellement que les événements qui en dérivent – et elles ne figurent pas non plus officiellement en tant qu'« opérations » dans les enregistrements des bataillons de la Police Militaire, principal organisme responsable des opérations militaro-policières. Cette absence de diffusion d'enregistrements ou de notes concernant l'action étatique apparaît d'autant plus notable que ces actions revêtent une très grande importance du point de vue de la sécurité publique à Rio. L'absence d'informations est à percevoir comme une action administrative en tant que telle, apportant un éclairage, par désorganisation ou manque d'intérêt, sur les limites de ce qui doit ou ne doit pas être intégré au débat public.

C'est exactement sur ce plan que l'expérience de production de données dans le cadre du dispositif « Feux Croisés » comble une lacune. Celui-ci ne fait pas que remplir un vide dans la production d'informations ; il le fait en s'appuyant sur la société civile, en réduisant les possibilités d'une mainmise exercée au nom des seuls intérêts gouvernementaux. Les données des échanges de tirs sont systématiquement recueillies sur une plateforme collaborative grâce à l'engagement actif des usagers sélectionnés parmi des activistes des droits de l'Homme, au suivi des informations véhiculées par une dizaine de journaux et de sites internet, à l'observation en direct des actions déployées par des organismes de police et publiées par les organes officiels, et enfin, au volume des mentions faites à la violence armée sur les réseaux sociaux (surtout Twitter) et de son utilisation sur la base de catégories préétablies. L'équipe de Fogo Cruzado collecte ces différentes sources et, dès qu'un événement est identifié en tant que « échange de tirs », il est enregistré dans le système avec la possibilité d'associer d'autres sources, ainsi que des éléments factuels catégorisés. Par exemple : s'il y avait ou non une présence policière, si l'événement a entraîné des morts, s'il y a eu des « balles perdues », si l'on peut caractériser l'événement comme un « massacre », si l'échange de tirs a duré plus de deux heures, si le flux du transport public a été interrompu, etc. Cette prise en compte de différentes sources ne sert pas seulement à qualifier les informations et à prévenir de fausses identifications, mais aussi à éviter des doublons, l'équipe prenant soin de ne compter qu'une seule fois chaque événement.

Dans ce domaine comme dans d'autres, la population de l'État de Rio de Janeiro se sert des réseaux sociaux pour partager des informations sur son quotidien. Mais elle en fait aussi un usage plus particulier, en tant que stratégie de communication sur des événements violents, aidant à trancher quant aux choix de déplacement des proches. Plus généralement, elle s'en sert pour se plaindre des effets d'une culture de la violence qui restreint de plus en plus les possibilités d'une vie paisible dans une métropole. *Fogo Cruzado* saisit, quantifie et cartographie ces mentions, en transformant les effets diffus de la violence armée en données concrètes qui permettent de comprendre, au-delà des crimes officiellement enregistrés, un ensemble d'autres dynamiques de violence armée ayant une incidence sur la vie urbaine et le quotidien des habitants.

Un second aspect est aussi important à souligner : la perspective à travers laquelle le débat public sur les chiffres est désormais en train de se construire nous aide à expliquer l'absence de données sur les actions et interventions militaro-policières dans des favelas de Rio de Janeiro. La production de chiffres telle que menée par l'ISP-RJ porte surtout sur les événements criminels, à propos desquels il cherche à offrir un panorama de leur variation, afin de rendre compte de la performance des institutions de sécurité publique, en accord avec les programmes implantés par le SESEG (Secrétariat d'État à la Sécurité). Depuis 2009, l'ISP constitue également les données pour le « Système d'Objectifs et de Suivi des Résultats », basé sur des « Indicateurs Stratégiques de Criminalité ». L'idée, selon l'Institut, est de produire des indicateurs ayant le plus d'impact sur le sentiment d'insécurité de la population » et servant à l'accompagnement des actions sur l'ensemble du territoire de l'État. Conçus par des entreprises de consultants privés, ces indicateurs de performance essaient d'orienter l'action des professionnels de la sécurité publique.

Sur ce point, l'abondance des données disponibles, publiées par certaines ONG importantes et par des *think tanks* nationaux et internationaux présents à Rio de Janeiro, a aussi pour but de créer des paramètres d'évaluation des politiques publiques, des mesures de l'efficacité des actions et programmes, au moyen d'indicateurs de performance, d'évaluation et de classement typiques du *benchmarking* (Bruno et Didier, 2013). Cette dynamique n'est cependant pas une particularité de Rio de Janeiro. Partout au Brésil, on cherche à établir un « régime d'efficacité » pour les programmes de sécurité publique et, pour ce faire, le principal indicateur est le taux d'homicides ; mais un indicateur secondaire est également employé de façon récurrente, celui relatif aux « homicides découlant de l'intervention policière ».

Concernant Rio de Janeiro, on peut dire avec un certain degré de certitude que l'emploi en 2009 d'indicateurs de réduction de la létalité violente et de la létalité due à l'intervention policière comme indicateurs de performance, à travers la mise en œuvre du système d'« Objectifs et Suivi des Résultats », a représenté une avancée considérable. Par comparaison, entre 1995 et 1998 était en vigueur la « prime à la bravoure », également connue sous le nom de « *gratification far west* », qui basait sur le niveau de « bravoure » l'attribution de médailles et la progression dans les carrières, et comptabilisait les homicides dus à l'intervention policière en termes de « productivité », entraînant à cette période une augmentation de la létalité de l'action policière. Même après l'interruption de cette politique, le nombre de victimes de ce qu'on appelait alors des « actes de résistance⁴ » a continué à progresser, totalisant officiellement près de 13 400 morts causées par les polices de Rio de Janeiro entre 2008 et 2017. Les « actes de résistance » sont une catégorie officielle, qui comptabilise séparément les homicides des policiers en service, au motif de la « défense légitime » ou parce qu'il s'agissait de « vaincre la résistance » des personnes interpellées. Ce sont des chiffres tenus pour « fiables » par les spécialistes car, en principe, les policiers notifient officiellement leurs homicides en opération dans cette catégorie, du fait que les procédures judiciaires leur sont de toute façon favorables. Les circonstances de ces décès ne font l'objet d'aucune enquête policière, ouvrant la voie à des exécutions sommaires présentées comme de la légitime défense (Misse *et al.*, 2013).

De ce point de vue, les indicateurs de performance créés par le « Système d'Objectifs et de Suivi des Résultats », organisés sur la base d'un effort de réduction des crimes juridiquement qualifiés comme tels dans des régions géographiquement limitées, paraissent représenter clairement une avancée vis-à-vis de la « *gratification far west* ». Cependant, il semblerait y avoir un problème, non seulement du point de vue des critères sur lesquels sont fondés les indicateurs de performance, mais aussi du point de vue de leur utilisation même en tant qu'instrument de gouvernement (Didier, 2011). La cause en est le problème bien identifié du « *gaming* » (Bevan et

4. « Le terme d'« acte de résistance » est issu de l'article 292 du Code de Procédure Pénale brésilien, qui autorise l'emploi de moyens nécessaires pour « se défendre ou pour vaincre toute résistance », en cas de résistance à l'arrestation suite à un flagrant délit. L'article énonce encore qu'un acte écrit devra être rédigé, en présence de deux témoins, qui sont, dans la grande majorité, les policiers impliqués. » (Misse *et al.*, 2015).

Hood, 2006). Le jeu stratégique des acteurs, sur la base de tels indicateurs de performance et systèmes d'objectifs, cherche à contrôler et diriger les actions menées. Le cas de Rio de Janeiro est exemplaire : lorsque la létalité policière a émergé en tant que question publique, le nombre de personnes disparues s'est élevé proportionnellement à la réduction des enregistrements des « actes de résistance » (Araujo, 2014).

Les soupçons concernant un transfert comptable des homicides commis par des policiers en service (normalement lors d'opérations d'incursion dans des favelas) vers la catégorie des « disparus » – ce qui implique la disparition des corps – a émergé dans le cadre d'une intense mobilisation des mouvements sociaux. Cette mobilisation provient d'associations d'habitants de favelas et de membres des familles de victimes de la violence d'État, moins soucieux d'évaluation de l'efficacité et de la performance des programmes de sécurité publique que de construire des dénonciations publiques, en vue non pas tant d'améliorer l'État que de faire pression sur lui. Ces mêmes acteurs, tout en utilisant des données officielles de l'ISP, produisent actuellement des chiffres sur le caractère sélectif (discriminatoire) de la létalité d'un point de vue racial, du point de vue des classes sociales, de l'âge, du genre et du territoire. Tel est notre horizon : aller au-delà d'une critique qui cherche à renforcer et à intensifier une « bonne gestion » du gouvernement par les nombres, pour déplacer le débat sur la sécurité publique et le formuler autrement.

4. Situation et perspectives

Grâce au partenariat établi par notre collectif, nous cherchons à renforcer le déplacement du débat public concernant l'usage de la force étatique à travers l'analyse des interventions policières effectuées par intermittence dans les favelas et quartiers périphériques de la ville. Les données que nous sommes en train de construire sur ces actions et ces opérations peuvent aider à comprendre la politique de sécurité effectivement mise en œuvre dans l'État de Rio de Janeiro : vers quel type de crime l'usage de la force de l'État s'oriente-t-il ? Quelles zones urbaines concentrent le plus grand nombre d'opérations policières ? Quelles forces policières/militaires interviennent le plus directement dans ces opérations ? Lesquelles sont les plus létales ? En reprenant toute la série des événements d'un point de vue historique, il est possible de qualifier les inflexions intervenues en fonction des différents gouvernements locaux et aussi lors de situations exceptionnelles.

Nous estimons par ailleurs que la tradition des études qualitatives dans des favelas cariocas et des périphéries urbaines pourrait profiter d'une réflexion sur les chiffres issus des opérations et des actions policières. Le prix du « arrego » s'élève-t-il ou diminue-t-il selon les opérations ? Qu'en est-il du nombre de morts ? En plus de la statistique, la cartographie pourrait situer un ensemble de variables comparatives des divers territoires urbains.

Cet ensemble de questions peut aider à déplacer, au moyen des procédés cognitifs et normatifs propres à la quantification, les termes dans lesquels le débat sur la sécurité publique au Brésil a été construit. Si les statistiques ont comme caractéristique la fixation et la permanence des informations qui nourrissent le débat public, c'est surtout leur usage en tant qu'instrument de libération et de résistance qui nous intéresse particulièrement ici, c'est-à-dire les possibilités qu'elles ouvrent pour remettre en cause la fixité et la permanence de certains débats ; possibilités donc d'en créer de nouveaux, autant politiques que scientifiques (Desrosières, 1993). Autrement dit, notre projet ne se limite pas à se servir des statistiques produites par les pouvoirs publics pour évaluer les résultats de politiques préalablement conçues. Il est plutôt de susciter la production de nouvelles informations à partir de la société civile, en élargissant la capacité de réflexion collective sur les problèmes publics. En introduisant une rupture avec le monopole étatique de la production de l'information, la société civile est en mesure de s'y faire une nouvelle place : celle de centre de définition des politiques à conduire pour lutter contre

l'insécurité publique.

Références

- Araujo F. (2014), *Das técnicas de fazer desaparecer corpos*, Rio de Janeiro, Lamparina/Faperj.
- Bevan G. and Hood C. (2006), « What's measured Is what matters. Targets and gaming in the English public health care system », *Public Administration*, vol. 84, n° 3, pp. 517-538.
- Bruno I. et E. Didier (2013), *Benchmarking. L'État sous pression statistique*, Paris, La Découverte.
- Bruno I., E. Didier et J. Prévieux (2014), *Statactivism. Comment lutter avec les nombres*, Paris, La Découverte.
- Desrosières A. (1993), *La politique des grands nombres*, Paris, La Découverte.
- Didier E. (2011), « L'État néolibéral ment-il ? », *Terrain* [en ligne], n° 57, pp. 66-81, URL : <http://journals.openedition.org/terrain/14338>,
- Ferreira Paes V. (2011), « Quand la police fait le crime. Une analyse sociologique du cas brésilien », *La Vie des idées*, 14 mars 2011, URL : <http://www.laviedesidees.fr/Quand-la-police-fait-le-crime.html>
- Grillo C. C. (2013), « Coisas da Vida no Crime: tráfico e roubo em favelas cariocas. Rio de Janeiro », Thèse de doctorat, Programa de Pós-Graduação em Sociologia e Antropologia da Universidade Federal do Rio de Janeiro.
- Hirata D. (2018), *Sobreviver na adversidade – Mercados e formas de vida*, São Carlos, Edufscar.
- Lascombes P. et P. Le Galès (2004), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Machado Da Silva, L. A. (1999), « Criminalidade violenta: por uma nova perspectiva de análise », *Revista de Sociologia e Política. Curitiba*, n° 130, pp. 115-124.
- Misse M. (2006), *Crime e violência no Brasil Contemporâneo: Estudos de sociologia do crime e da violência urbana*, Rio de Janeiro, Lumen Juris.
- Misse M. et al. (2013), *Quando a polícia mata: Homicídios por "auto de resistência" no Rio de Janeiro (2001-2011)*, Rio de Janeiro, Booklink.
- Misse M., C. Christoph Grillo et N. Elbas Néri (2015), « Les chiffres macabres de la létalité policière. L'évaluation juridique des "Actes de résistance" à Rio de Janeiro », *Sociétés et jeunesses en difficulté* [En ligne], n°15, URL : <http://journals.openedition.org/sejed/7948>
- Ventura Z. (1994), *Cidade Partida*, São Paulo, Companhia das letras.